

YÉMEN

La guerre se poursuit, la situation humanitaire s'aggrave

De violents combats opposaient hier les forces armées aux rebelles chiites à Saâda, fief de la rébellion dans le nord du Yémen où la situation humanitaire des civils s'aggrave.

Les combats ont éclaté aux premières heures de la journée dans des quartiers de la vieille ville de Saâda (240 km au nord de Sanaâ) où l'armée a eu recours à des blindés postés à l'entrée des ruelles étroites, ont indiqué à l'AFP des sources militaires et des habitants.

Les rebelles zaïdites tirent sur l'armée depuis une forteresse surplombant la vieille ville, où ils sont retranchés.

Hier, les commerces de Saâda étaient fermés et les habitants se terraient chez eux.

Les affrontements ont repris samedi entre l'armée et les rebelles, quelques heures après l'annonce vendredi soir d'une trêve qui n'a duré que quatre heures. Samedi, les deux protagonistes ont été engagés pen-



De violents combats ont opposé l'armée et les rebelles chiites.

dant neuf heures dans de violents combats dans la région de Jaraëb, au nord-est de Saâda, après une attaque des rebelles contre des positions de l'armée, a annoncé un porte-parole militaire, cité hier par l'agence officielle Saba. Selon un premier bilan, au moins quatre des chefs de la rébellion ont été tués dans les

combats, a ajouté le porte-parole. Parmi eux, figurent Wadhah Saleh Nassir, Turki Abdallah al-Dhafari et Mohammad Ahmed Ishaq, a indiqué une source militaire citée par Saba.

Selon une source des services de sécurité, les forces armées ont, en outre, arrêté un autre chef rebelle, Hussein Abdallah al-Moutahar, pré-

senté comme «l'un des plus importants terroristes» des provinces de Saâda et d'Amran, plus au sud.

La rébellion, conduite par Abdel Malek al-Houti, se défend d'être responsable de la rupture de la trêve, accusant le régime du président Ali Abdallah Saleh d'avoir mis à profit cette trêve pour pouvoir «acheminer des renforts militaires».

«En rejetant les appels des déplacés à rentrer chez eux, le pouvoir prouve qu'il ne veut pas arrêter la guerre», ajoute-t-elle dans un communiqué parvenu hier à l'AFP.

Par ailleurs, l'armée a découvert samedi à Harf Sufyan (province d'Amran) un charnier d'où elle a retiré les cadavres de quinze jeunes, a indiqué à l'AFP une source militaire, ajoutant qu'ils auraient été tués par les rebelles.

A Haydan, dans la province de Saâda, «six femmes et dix enfants ont été assassinés par des rebelles (...) sous l'accusation de coopération avec les forces gouvernementales», a rapporté le ministère de la Défense sur son site Internet. En raison du conflit, l'eau et l'électricité sont cou-

pées à Saâda depuis le 12 août, selon un porte-parole du Haut-Commissariat de l'Onu aux réfugiés (HCR), Andrej Mahecic.

«Les réserves de vivres se réduisent (à Saâda) et la situation devient intenable pour les familles, la plupart d'entre elles abritant des amis, proches ou voisins déplacés par les combats de rue», a ajouté M. Mahecic lors d'un point de presse vendredi à Genève.

Environ 150 000 personnes ont été déplacées par le conflit dans le nord du Yémen, dont 55 000 depuis que les combats se sont intensifiés cet été.

Les rebelles chiites affirment lutter pour le rétablissement de l'imamat zaïdite, un régime monarchique renversé par un coup d'Etat militaire en 1962, année où la République a été proclamée au Yémen, pays à majorité sunnite.

Le pouvoir accuse la rébellion d'être soutenue par l'Iran chiite. Pour leur part, les rebelles soutiennent que Sanaâ bénéficie d'une assistance militaire de l'Arabie saoudite, une monarchie sunnite qui jouxte leur fief.

Aucun bilan précis des victimes n'a pu être obtenu de source officielle ou auprès des rebelles zaïdites depuis le lancement le 11 août de la dernière offensive gouvernementale contre la rébellion.

IRAK

18 réseaux «terroristes» démantelés et 66 arrestations

Les services antiterroristes irakiens ont affirmé hier avoir démantelé dix-huit réseaux d'insurgés en août et arrêté 66 personnes, dont des membres d'Al-Qaïda.

«Les forces antiterroristes ont réussi au mois d'août à démanteler 18 réseaux terroristes à travers l'Irak», a affirmé un haut responsable des unités spéciales, dont l'identité n'a pas été dévoilée, lors d'une

conférence de presse à Bagdad.

«Nous avons réussi à arrêter 66 terroristes, dont des Arabes de différentes nationalités à Bagdad, Mossoul et Diyala», a ajouté le responsable. La ville de Mossoul (nord) et la province de Diyala (nord-est) restent des foyers de l'insurrection.

Ces personnes seraient membres de l'Etat islamique d'Irak, la branche irakienne d'Al-Qaïda, du parti Baas interdit de l'ancien dictateur irakien Saddam Hussein, et des Naqchanbadia, un groupe armé d'idéologie soufie présent dans le

nord du pays.

Ces arrestations ont, toutefois, eu lieu avant les attentats du 19 août et ne sont pas liées à ces attaques dévastatrices contre les ministères des Affaires étrangères et des Finances à Bagdad qui ont fait près de 100 morts et plus de 600 blessés.

L'officier des unités spéciales a, par ailleurs, affirmé qu'elles avaient réussi à frapper les circuits de financement de ces groupes, dont certains selon lui sont liés aux pays voisins de l'Irak, en allusion à la Syrie.

L'Irak a envoyé des renforts de

soldats et de policiers irakiens à la frontière syrienne pour faire cesser les infiltrations d'insurgés en Irak, a indiqué samedi le chef de la police de la province d'Anbar (ouest).

Ce déploiement intervient après les accusations irakiennes contre Damas, soupçonnée d'abriter les commanditaires de deux attentats du 19 août à Bagdad.

Une crise diplomatique a éclaté entre l'Irak et la Syrie après ces attentats et les deux pays ont tour à tour rappelé leurs ambassadeurs.

GABON

Les violences poussent les habitants de Port-Gentil à l'exode

La poursuite des violences post-électorales poussait hier à l'exode les habitants de Port-Gentil, capitale pétrolière du Gabon, secouée par une troisième nuit consécutive de troubles malgré un appel au calme du président élu Ali Bongo.

Hier matin, plusieurs centaines de personnes se pressaient aux embarcadères de cette ville côtière, avec quelques maigres bagages, dans l'espoir de fuir, a constaté un journaliste de l'AFP.

Selon plusieurs témoignages, quelques milliers de personnes sur les 100 000 habitants sont partis depuis le 3 septembre, début des violences ayant suivi l'annonce de l'élection d'Ali Bongo, fils du défunt président Omar Bongo Ondimba.

Le français Total, un des groupes pétroliers opérant dans le pays, a évacué pour

une période temporaire ses salariés et leurs familles de Port-Gentil vers Libreville, à l'exception des agents «strictement nécessaires» pour poursuivre «un minimum d'activités», a expliqué samedi un porte-parole.

Au moins deux personnes ont trouvé la mort depuis jeudi dans les violences à Port-Gentil. Le bilan pourrait cependant être plus lourd, beaucoup de sources interrogées ayant refusé de s'exprimer en évoquant la peur ou des instructions des autorités.

Un journaliste de l'AFP a vu hier matin plusieurs

grosses pirogues à moteur, ayant des dizaines de passagers, quitter des embarcadères du sud de la ville.

Certains se plaignaient d'une augmentation subite du tarif du voyage, passé de 10 000 FCFA à 20 000 FCFA (15,25 à 30,50 euros).

Située sur une presqu'île, Port-Gentil n'est accessible que par bateau ou avion, aucune route ne la reliant au reste du territoire gabonais. Les compagnies aériennes y ont suspendu leurs vols en raison des violences.

«Nous partons pour éviter de vivre ce que nous avons vécu en 1990», lorsque Port-Gentil a été le théâtre de graves émeutes, pillages et incendies, après la mort suspecte d'un opposant portgentillais, a expliqué à l'AFP Virginie Koumba, une mère de famille. Un calme précaire régnait hier dans la ville,

après des violences pour la troisième nuit consécutive malgré le couvre-feu en vigueur de 20h à 6h (19h-5h GMT).

Dans le centre de Port-Gentil et certains quartiers périphériques, des barricades étaient toujours visibles. A Libreville, des observateurs redoutaient de nouvelles violences après la défaite samedi du Gabon face au Cameroun (0-2), sous les yeux d'Ali Bongo. Mais le calme a généralement prévalu dans la capitale.

«Il faut absolument que le calme revienne sur toute l'étendue du territoire», avait affirmé samedi Ali Bongo, déclaré vainqueur de la présidentielle à tour unique avec 41,73 % des voix.

Les résultats officiels du scrutin «sont faux», avaient auparavant répété plusieurs

candidats qui contestent sa victoire, parmi lesquels l'ex-ministre de l'Intérieur André Mba Obame (classé 2^e) et l'opposant historique Pierre Mamboundou (3^e).

Ali Bongo a invité ses concurrents à reconnaître leur défaite ou à utiliser les voies légales de recours pour les contester.

Samedi soir, le gouvernement a estimé qu'une nouvelle mission de «diplomatie préventive» au Gabon du Sénégalais Moustapha Niasse, émissaire de l'Union africaine (UA), «ne se justifie pas», assurant que la situation revenait progressivement à la normale à Port-Gentil et était normale dans le reste du pays.

Le président en exercice de l'UA, le Libyen Mouammar Kadhafi, a été un des premiers à féliciter Ali Bongo pour son élection.

SOUPÇONNÉS
DE PIRATERIE

Les Seychelles rapatrient 23 Somaliens

Vingt-trois Somaliens ont été rapatriés par les Seychelles qui les avaient suspectés d'actes de piraterie mais n'ont pu en fournir la preuve, a annoncé un ministre hier à Victoria.

«Nous avons pris la décision de rapatrier ces hommes en raison de la difficulté qu'il y avait à les poursuivre pour actes de piraterie», a indiqué Joel Morgan, ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et des Transports de cet archipel de l'océan Indien.

«Nous ne possédons pas de preuves suffisantes et donc, en respect des lois internationales, nous avons décidé de les rapatrier», a-t-il ajouté.

Selon le ministre, les 23 hommes ont quitté samedi le territoire, mais il n'a pas indiqué où ils allaient atterrir en Somalie.

Le déploiement de forces navales internationales le long des côtes somaliennes a rendu plus paisible la navigation dans cette zone.

Mais plusieurs attaques de navires ont été menées à 100 miles des côtes somaliennes, près des eaux des Seychelles qui font partie de la flotte internationale de protection.

Parmi les centaines de pirates présumés capturés par les navires de la coalition internationale, beaucoup ont dû être relâchés faute de preuves et de mesures législatives appropriées.